



Suppression de postes de fonctionnaires , c'est du vol, non à l'imposture!!

Le déferlement libéral dans la presse et les médias fait rage. L'argument asséné sans aucune démonstration, selon lequel il faut continuer encore et toujours de diminuer la dépense publique se révèle de plus en plus pour ce qu'il est , une imposture !!

Créer 1 million de postes de fonctionnaires "coûterait" 33 milliards, soit 33 000 euros par emplois, alors que le CICE de Sarkozy/Valls/Hollande/Gattaz coûte 280 000 euros par emplois créé ou sauvegardé. Et encore, sous réserve que cet argent n'aille pas dans la poche des actionnaires, ce qui est moins sûr.....!.

A préciser que sur 33 milliards, il y a 16 milliards de cotisations sociales de l'employeur pour le bien commun de tous , public/privé. S'ajoutent la part de cotisations des agents pour 2,6 milliards. Pour mémoire les mots d' Ambroise Croizat , son fondateur en 1946 et militant CGT: *«La Sécurité sociale est la seule création de richesse sans capital. La seule qui ne va pas dans la poche des actionnaires mais est directement investie pour le bien-être de nos citoyens»*.

Par conséquent quand Fillon et consort, prétendent sauver la France, on peut se demander de quoi ? Où est le danger selon eux ? En supprimant 500 000 postes de fonctionnaires, soit 16,5 milliards sur un budget de 380 milliards ça ne fait que 4,3% de pseudos- économies pour soit disant, réduire une dette de 2100 milliards, le tout en aggravant les budgets de la protection sociale et de l'Unedic. On voit donc qu'ils se moquent de nous !

La démonstration est sans appel, leur objectif, n'est pas de sauver notre pays du chômage et de la précarité . L'objectif, ce ne sont pas les économies. **Leur vrai objectif, c'est le transfert des missions publiques au privé, à la loi du marché !** C'est la création d'un "Etat entreprise" déjà largement en oeuvre dans les services, les administrations et hôpitaux, que ce soit sur l'organisation comme sur la gestion des personnels et leur rémunération .

Ils volent tout simplement l'argent des citoyens en le détournant dans les poches des actionnaires. Ils volent le budget de l'Etat 2 fois! Une fois en faisant des cadeaux fiscaux à raison des 50 milliards du pacte de responsabilité et une autre fois, en supprimant des milliers de postes, soit plus de 150 000 ces dix dernières années!

En effet, les chiffres le démontrent , supprimer des postes de fonctionnaires et agents publics, ce n'est pas une économie, c'est au contraire un gaspillage d'argent public !!

La fonction publique, les services publics comme socle du progrès social et du développement

Il est des évidences qui ont été rayées de la carte par la pensée unique. La CGT les remet dans la débat:

- comme tout salarié, un fonctionnaire passe tout son salaire à consommer et donc à relancer l'économie, notamment les petites entreprises voire les très petites (commerce, artisanat), sans oublier la culture et les loisirs.

- un fonctionnaire est là pour assurer une mission publique envers les citoyens. Il est donc au service de l'humain, dimension fondamentale et volontairement effacée par le libéralisme. A quand un PIB du bien vivre : poste, transports, santé, éducation, logement, eau, énergie, protection de l'environnement.....?!

- en toute logique, même les groupes du CAC 40 se tournent vers le public pour les infrastructures et les services (3eme ligne de métro pour Airbus, Rocade Arc en ciel pour Storage Teck et tant d'exemples.....). Un pays dépourvu d'un système de santé, d'éducation, de sécurité, de réseau et d'infrastructures performant et publics, est-ce un avenir pour l'investissement et le développement ?

Un état stratège et opérateur doit avoir dans ses obligations et missions publiques, celles de veiller en permanence et d'impulser tous ces secteurs, voire des secteurs industriels clés. Il faut donc, plus de fonctionnaires et agents publics et pas moins pour une économie solide !!

A la CGT, nous nous prononçons pour un développement des services publics en cohérence avec le développement industriel, sous le contrôle des salariés et non de la finance !!

Les 32 heures, le SMIC à 1800 euros et le plein emploi, sont dans le sens de l'histoire !!

Le passage à 32 heures ce sont 55 000 emplois en Haute Garonne soit 1 milliard de masse salariale injectée dans l'économie et 1 milliard de cotisations sociales.

Le SMIC à 1800 euros et l'augmentation générale des salaires sur cette base ce sont 1,8 milliards injectés dans l'économie de la Haute Garonne et 1 milliard de cotisations sociales en plus. Si l'on ajoute la récupération des 1 milliard de fraude fiscale essentiellement due aux grands groupes, oui les moyens existent pour augmenter les salaires, réduire le temps de travail et créer de l'emploi !!

L'économie départementale avec les PME, les artisans, les commerçants ont sans aucun doute tout à y gagner, !!

Le mensonge ça suffit. Le service public, le travail et les salaires ne sont pas un coût, ils sont une richesse !!